Du bon usage

de l'antifascisme[1]

Ronald Creagh

« La catastrophe, c'est que cela
continue comme avant. »
Walter Benjamin[2]

ILS ARRIVÈRENT PAR DIZAINE DE MILLIERS DE TOUTES LES BANLIEUES DE Berlin : c'était une houle de drapeaux et de bannières, une pulsation cadencée de pas, rythmés par le défilé des groupes paramilitaires et des collectivités en marche d'où émanaient une succession de slogans, de chants, de musique, de fanfares, qu'accompagnaient les ovations des spectateurs. L'impressionnant défilé déboucha sur le Lustgarten où se trouvaient les chefs de la social-démocratie ; elle couvrit tout le lieu et déborda de partout. Ils étaient plus de soixante-dix mille.

L'orateur poursuivait son discours :

> « C'est une question de vie ou de mort ! La garantie constitutionnelle des droits de citoyen du peuple entier est en jeu !… Le front uni du prolétariat naîtra du combat, et seulement dans le combat… Malheur à la classe ouvrière si, ce jour-là, elle n'est pas unie.[3] »

1. Cet article n'aurait pas été réalisé sans Pierre Sommermeyer qui en fut le déclencheur et qui s'attela au travail de résumer une brochure rédigée antérieurement. Qu'il en soit remercié ainsi que Jean-Jacques Gandini et Annick Stevens pour leurs conseils judicieux et leurs encouragements. Les opinions ici exprimées n'engagent que l'auteur de ces lignes.

2. Walter Benjamin, *Baudelaire*, éd. Agamben et al., Paris, La fabrique éditions, 2013, p. 477-778.

3. Discours de Franz Künstler, président du Parti social-démocrate (SPD) de Berlin, cité in Gerd-Rainer Horn, *European Socialists Respond to Fascism Ideology, Activism, and contingency in the 1930s*. New York, Oxford University Press, 1996, p. 3-4. [Source du récit qui précède.]

Refractions n°34:Réfractions 11/05/2015 13:41 Page 26

En fin de journée, les manifestants allaient et venaient à travers Berlin par centaine de milliers. Vingt-quatre heures plus tard, le 30 janvier 1933, une annonce officielle faisait savoir au monde que le président Hindenburg avait promu Hitler chancelier d'Allemagne.

Le peuple berlinois avait exprimé sa volonté. D'autres avaient décidé de son destin. Aux États-Unis, le président du comité sénatorial des affaires étrangères, M. Borah, déclara : « Je crois que von Hindenburg est l'un des plus grands hommes de tous les temps.[4] »

Un demi-siècle plus tard, l'historien Jacques Droz écrivait : « La réflexion antifasciste semble avoir été incapable de déterminer où s'arrêtait le fascisme et quelle était sa nature.[5] » Comment expliquer ce jugement sévère ?

Cet article espère répondre en partie à cette question. Il réinterprète l'histoire du mouvement antifasciste, particulièrement en Allemagne et en France, et il signale des champs d'action de l'extrême droite contemporaine en France. À l'opposé d'historiens qui font table rase des mouvements autonomistes, il commence par un rappel bien désagréable : celui des Conseils ouvriers si souvent écrasés par des appareils politiques « de gauche ». Il mentionne ensuite les stratégies antifascistes qui furent mises en place. Il repère enfin quelques terrains de bataille dans la France contemporaine. Présenter en quelques pages une cascade d'événements qui s'étendent sur près d'un siècle doit rappeler à la lectrice et au lecteur que tout récit historique est singulier. Il convient de s'offrir quelques visions panoramiques avant d'établir ses propres convictions.

Essor et répression des révolutions ouvrières

L'histoire qui court les rues donne à penser que le front antifasciste émerge après l'apparition du fascisme pour pouvoir le contrer. Le front antifasciste aurait été une sorte de sursaut, de réflexe, face à un mouvement qui serait, lui, l'acteur majeur de l'histoire.

Il ne fait aucun doute que la réaction a su parfois lancer des réponses fulgurantes. N'a-t-elle pas bénéficié de personnes et d'œuvres qui resteront dans l'histoire ?

Dans les milieux populaires apparaissent les *Arditi del Popolo* en Italie, la résistance antinazie des ouvriers de l'industrie allemande, les slogans, les caricatures et une iconographie murale accessible à

4. *Le Temps*, 1er février 1933, p. 2. Cf. *id.* 31 janv. 1933, p. 1 [corr. partic.].

5. Jacques Droz, *Historique de l'antifascisme en Europe, 1923-1939*, Paris, La Découverte, 1985, p. 9.

Refractions n°34:Réfractions 11/05/2015 13:41 Page 27

tous. Un essaim de penseurs surgit : Antonio Gramsci élabore les concepts de « césarisme, » d'« hégémonie, » de « révolution passive, » des philosophes comme Walter Benjamin et Wilhelm Reich multiplient les analyses ; en France, Daniel Guérin publie en 1936 son texte *Fascisme et grand capital*[6]. Les mondes du spectacle et de l'art ne sont pas en reste : on pense au théâtre antifasciste de Bertolt Brecht et de Kurt Weill ou encore au chef-d'œuvre de Picasso, *Guernica*.

Malheureusement, ces merveilleux témoignages ont servi de rideau de fumée aux partis de gauche dont les intentions étaient bien différentes. Les nouvelles organisations antifascistes ont été soutenues par les sociaux-démocrates pour faire oublier qu'ils avaient écrasé des insurrections ouvrières qui auraient pu triompher. Elles ont été noyautées par les communistes dans l'espoir de les orienter selon leur propre agenda. Quant à la droite, elle s'est accommodée avec la barbarie.

Le grand récit de l'antifascisme cite trop rapidement, quand il ne dissimule pas, ces origines révolutionnaires, cette force historique têtue, candide et constructive, qui ne visait rien de moins que la révolution. Il s'est construit sur ses ruines.

Il apparaît *après* leur étouffement, manœuvré dans des buts électoralistes par les sociaux-démocrates ou téléguidé par la direction des partis communistes. Les démocraties ne réagiront qu'après la menace géopolitique de l'Allemagne et de l'Italie. L'antifascisme leur servira d'argument de propagande pour enrôler les militants et les révolutionnaires dans la Deuxième Guerre mondiale : être antifasciste consiste à participer à la guerre du côté des Alliés[7]. Le conflit débouchera sur la libération de la France et de divers pays de l'Europe de l'Ouest, mais aussi sur les 200 000 morts d'une guerre civile en Grèce, suscitée contre le Front de résistance nationale par la droite et l'extrême droite soutenues par la coalition anglo-américaine, par la mainmise de l'Union soviétique sur ce qu'on nommera « le bloc de l'Est » et par l'essor international des grandes sociétés capitalistes des États-Unis.

Revenons aux origines. En 1917, un an avant la cessation de la Première Guerre mondiale, les soviets prennent le pouvoir en Russie[8]. D'autres insurrections européennes s'inscrivent à sa suite : la combativité populaire n'est pas éteinte. En dépit de l'échec du pacifisme, la Première Guerre mondiale a suspendu les luttes ouvrières mais elle ne les a pas cessées. Bien au contraire, le désir

6. *Fascisme et grand capital. Italie-Allemagne*, Paris, Éditions de la Révolution prolétarienne, 1936.

7. Aux États-Unis, les anciens combattants des Brigades internationales en Espagne furent parfois qualifiés d'antifascistes prématurés. Lester Mazor (1936-2011), le plus jeune professeur de droit aux États-Unis, s'est décrit dans ces termes. Trop jeune pour participer à la Guerre d'Espagne, il se peut que cela lui fut dit lors de son appel au service militaire. (Conversation privée, en 1981 ; lettre de Jim Wald, 16/3/2015).

8. Au début, le mot soviet désigne les conseils d'ouvriers, de paysans, de soldats.

Refractions n°34:Réfractions 11/05/2015 13:41 Page 28

des populations de s'affranchir du système capitaliste reste vivace. Un courant populaire, à la recherche de son autonomie, tente de prendre le pouvoir. L'offensive prend la forme de Conseils ouvriers, de mouvements d'action directe, de grèves générales, d'insurrections et de communes ouvrières indépendantes.

Le 2 novembre 1918, les marins de Kiel, Hambourg et Brême débarquent leurs officiers et hissent le drapeau rouge sur les navires de guerre de la flotte allemande. La mutinerie a éclaté à la suite de la fausse nouvelle d'une émeute à Paris. Le 8 novembre, à Munich, ouvriers et soldats proclament la République[9].

Karl Liebknecht proclame la République socialiste à Berlin le 9 novembre 1918 avec le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats ! » La révolution déborde les milieux spartakistes : l'insurrection de Berlin éclate malgré eux. Les sociaux-démocrates de droite proclament la République au Palais du Reichstag. Mais des communes et des « Républiques de conseils » d'ouvriers et de soldats se mettent en place, les contrecarrent et, à travers eux, le système étatique prussien. Le mouvement mobilise des dizaines, voire des centaines de milliers

9. Cf. Pierre Broué, *La Révolution en Allemagne*, Éditions de Minuit, 1971. Lire en ligne <http://www.marxists.org/francais/broue/works/1971/00/broue_all.htm>.

Refractions n°34:Réfractions 11/05/2015 13:41 Page 29

de personnes à Berlin et dans les grands centres industriels (Saxe, Ruhr) mais il n'a pas le temps de s'implanter. La Commune de Berlin sera écrasée par le gouvernement social-démocrate.

Le mouvement insurrectionnel gagne la Hongrie et la Bavière. La République socialiste des soviets de Hongrie (21 mars-1er août 1919) sera réprimée en 1919 par l'amiral Miklós Horthy, avec les encouragements et conseils de militaires français, et un régime semi-dictatorial est établi dans le pays[10]. La République des conseils de Bavière (7 avril au 3 mai 1919) réunit communistes, spartakistes, anarchistes aussi, dont Eric Mühsam, éditeur du *Fanal*, le dramaturge Ernst Toller, l'écrivain Otto Weinicke (*B. Traven*), ainsi que Gustav Landauer, qui sera assassiné quand le gouvernement social-démocrate écrasera cette révolte[11].

La Libre association des syndicats allemands (FVDG), de tendance anarchiste, réapparaît en 1919, avec plus de 60 000 adhérents[12]. Elle se fond dans l'Union libre des travailleurs d'Allemagne (FAUD)[13], adopte une nouvelle Déclaration de principes, rédigée par l'anarchiste Rudolf Rocker, atteint 120 000 membres en 1920 et 150 000 en 1921, avec comme périodique principal *Der Syndicalist*, qui tire à plus de cent mille exemplaires[14].

En Italie, durant les mois d'août-septembre 1920, des centaines de milliers d'ouvriers, armés ou non, participent à une occupation extraordinaire des usines. Ils y travaillent, y séjournent et y dorment. Les anarchistes les incitent à transformer cette prise de pouvoir en une révolution sociale. Opposés aux socialistes paralysés par des années de légalisme, décidés à renverser l'ordre établi, leur dynamisme est incontestable. Leur rayonnement est amplifié par l'action revendicative de plusieurs syndicats, notamment de l'Union syndicale italienne (USI). Mais ils restent une force minoritaire à l'échelle nationale ; de plus, le mouvement conseilliste théorisé par Gramsci n'ayant guère débordé de Turin, le concours d'autres tendances demeure indispensable. Ils se trouvent contraints de rechercher l'indispensable alliance qui permettrait une révolution italienne.

Le 7 septembre, au paroxysme de l'agitation, l'USI envisage l'occupation du port de Gênes. Les délégués de la Confédération générale du travail l'en dissuadent et lui demandent de différer l'action en attendant la décision du Conseil national de la Centrale qui permettrait une action dans tout le pays. Ce dernier, déjouant les attentes, n'invite même pas l'USI et vote la cessation des grèves,

10. Achille Dauphin-Meunier, *La Commune hongroise et les anarchistes, 21 mars 1919-7 août 1919*, Librairie internationale, Paris, 1926, 87 p. En ligne : <http://raforum.info/spip.php?article380 >.

11. René Furth, « Les Conseils ouvriers en Bavière ». En ligne : <http://plusloin.org/plusloin/spip.php?article125>. Sur Landauer, voir l'excellent *À Contretemps. Bulletin de critique bibliographique*, « Gustav Landauer 1870-1919 », mai 2014), n° 48.

12. Eduardo Colombo, « L'AIT. L'alternative libertaire », in *Itinéraires*, Paris, n° 4, décembre 1988, numéro spécial sur Rudolf Rocker, p. 27. Ces chiffres sont tirés des *Memorias* de Rudolf Rocker (éd. Tupac, Buenos Aires, 1952).

13. Freie Arbeiter-Union Deutschlands.

14. Eduardo Colombo, *art. cit.* p. 19.

Refractions n°34:Réfractions 11/05/2015 13:41 Page 30

tandis que les communistes, qui ne veulent pas endosser la responsabilité d'engager un processus révolutionnaire, ont fait exclure du vote les syndicats les plus décidés[15].

Ainsi, dans plusieurs pays, le mouvement ouvrier s'affirme et tente un bond en avant vers la prise de pouvoir par les travailleurs. Des forces supposées de gauche, notamment sociales-démocrates, vont le réprimer ou le détourner. Les mouvements fascistes et nazis succéderont et massacreront les militants et groupes les plus en vue.

Tout cela ne résulte ni d'un complot ni d'un calcul conscient, c'est la force des choses. Cette explication est incomplète, partielle, mais pertinente. Beaucoup d'antifascistes étaient sincères, admirables, et certains étaient héroïques ; les démocrates ou partisans de l'ordre rejetaient un régime de dictature ; mais combien feraient confiance à un mouvement ouvrier autonome ? Ils se sentiraient exclus car cela contredirait leur opinion sur les compétences ouvrières dans la gestion de la société. Cette tâche n'était-elle pas à leurs yeux affaire de spécialistes ?

La répression sanglante fit place à des mouvements antifascistes purement défensifs. Les forces vives furent écartées par des personnages prestigieux. Le monde ouvrier fut invité à remorquer les appareils de parti et les « Fronts populaires ». Quelques points de repère signalent ces virages.

LA NAISSANCE DE L'ANTIFASCISME

Après l'échec des mouvements conseillistes en Italie, la rupture entre les socialistes et les autres forces ouvrières ne sera pas totale parce que, face à la répression, des alliances à la base sont maintenues[16]. Des anciennes sections populaires d'assaut utilisées pendant la guerre de 14-18 se transforment, à partir d'avril 1921, en groupes d'autodéfense ouvrière contre les fascistes, les *Arditi del popolo*. Ils rallient des anarchistes, des communistes et des républicains de gauche. Les contours idéologiques, assez flous, fluctuent selon les localités ; ils concrétisent une alliance du prolétariat et des classes moyennes radicalisées par la guerre. Gramsci, soutenu par les dirigeants de l'Internationale communiste, appuie cette résistance, mais il est désavoué, ainsi que les militants de la première heure, par la direction italienne du Parti [17]. Les socialistes aussi condamnent les *Arditi,* parce que ceux-ci

15. Les cheminots, les marins et les dockers, membres en partie de l'Union syndicale italienne. Voir le récit des événements dans Armando Borghi, *Mezzo secolo di anarchia*, Naples, 1954, p. 249 et suiv.

16. Gaetano Manfredonia. *La lutte humaine. Luigi Fabbri, le mouvement anarchiste italien et la lutte contre le fascisme*. Paris, Éditions du Monde libertaire, 1994, p. 80-81.

17. *Ibid.*, p. 87.

Refractions n°34:Réfractions 11/05/2015 13:41 Page 31

se placent sur le terrain de l'illégalité. Méfiance et répression contribuent au déclin des groupes. Le mouvement est très vite étouffé avec la prise de pouvoir de Mussolini.

La relance du mouvement antifasciste européen sera surtout impulsée par Moscou. En juin 1923, lors d'une réunion de l'exécutif de l'Internationale communiste, Clara Zetkin, qui représente le Parti communiste allemand, commente le fascisme dans un discours de propagande dont les termes, aujourd'hui, paraissent assez curieux :

> « [Il] n'est pas la réponse de la bourgeoisie à une attaque du prolétariat, [mais] *le châtiment* qui s'abat sur le prolétariat pour n'avoir pas continué la révolution commencée en Russie[18]. »

Mussolini prend le pouvoir en 1922. Deux ans après, le IVe congrès de l'Internationale communiste met fin au front unique prolétarien qui était jusque-là le mot d'ordre. Amadeo Bordiga, représentant la « gauche italienne », explique que le triomphe du fascisme est dû à la trahison des socialistes. Le Parti communiste allemand, lui, va se servir de l'organisation comme bouclier contre le rival social-démocrate. À partir de 1924, la social-démocratie devient, au même titre que le fascisme, une créature du grand capital. « Des frères jumeaux », dira Staline[19]. C'est alors que le Parti communiste allemand caractérise le Parti social-démocrate de « social-fasciste », qualificatif qu'il ne remettra jamais en cause, pas même après l'avènement d'Hitler.

À partir de 1932, suivant les ordres de Moscou, le Parti communiste allemand entame un tournant stratégique et appelle à l'union contre Hitler. C'est bien tard, et Hitler prend le pouvoir en 1933. Deux ans plus tard, Staline prenant conscience du danger nazi, le VIIe Congrès de l'Internationale communiste – juillet 1935 – ouvre la possibilité d'alliance avec les partis socialistes (front prolétarien) et les partis progressistes bourgeois (front populaire antifasciste). Le tournant réel date de là – deux ans après la victoire d'Hitler en Allemagne. L'antifascisme vient de naître sous sa forme politique aboutie : le « front populaire antifasciste ».

Pour les ultragauches et les anarchistes, c'est le pire des remèdes : l'asservissement du prolétariat aux valeurs d'une démocratie qui l'a broyé, son enrégimentement sous la direction conjointe de la social-démocratie et du stalinisme, ses pires ennemis.

18. Souligné par moi.

19. Droz, *op. cit.*, p. 16.

Refractions n°34:Réfractions 11/05/2015 13:41 Page 32

On peut reprocher à l'ultragauche et aux anarchistes une erreur d'évaluation de la nature des fascismes ou contester leur analyse du nazisme comme achèvement de la « contre-révolution social-démocrate » commencée en 1918, mais pas leur rejet de l'idéologie antifasciste. Leur lutte se poursuivra l'année suivante dans la Guerre d'Espagne. Les anarchistes créent Solidarité internationale antifasciste (SIA) pour lutter contre les organisations communistes du style Secours rouge mais, en fin de compte, leurs adversaires s'efforceront de détruire le mouvement qui finira, comme on sait, dans la défaite devant Franco et ses alliés et, par la suite, dans les prisons ou dans l'exil.

EN FRANCE : L'ANTIFASCISME DES INTELLECTUELS

L'arrivée des nazis au pouvoir sème l'effroi. L'incendie du Reichstag en février 1933 est pour les staliniens l'occasion de lancer leur machine de propagande au grand régime : les nazis ne se cachent pas derrière un discours libérateur, ils sont donc plus faciles à démasquer. Des organisations à vocation antifasciste vont naître. Le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes d'une part, fondé en 1934 ; après Munich, il donnera naissance à l'Union des intellectuels français pour la justice, la liberté et la paix de tendance pacifiste, d'autre part l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires créée à la même époque et enfin le Congrès Amsterdam-Pleyel qui porte le nom officiel de Comité contre la guerre et le fascisme[20].

Un homme est présent dans toutes ces organisations, tantôt aux commandes, tantôt en arrière-plan du Parti communiste français. Derrière ces groupements se profile en effet l'ombre de Willy Münzenberg. Réfugié politique allemand en France en 1933, il est désigné par le KGB pour faire progresser en Occident l'idée que l'URSS est le seul rempart contre le fascisme. L'écrivain alors communiste Manès Sperber, qui collabore avec lui de 1927 à 1937, décrit son rôle :

> « Münzenberg poussait des écrivains, des philosophes, des artistes de tout genre à témoigner, par leur signature, qu'ils se plaçaient au premier rang de combattants radicaux […] constituant ainsi des caravanes d'intellectuels qui n'attendaient qu'un signe de lui pour se mettre en route; il choisissait aussi la direction.[21] »

20. « La France et l'URSS » in Mikhail Matveevich Narinskiĭ, *L'Europe des années 30*, Presses Paris Sorbonne, 2005.

21. Manès Sperber *Les Visages de l'histoire,* Odile Jacob, 1990. Cité par François Furet dans *Le Passé d'une illusion,* Robert Laffont, 1995.

Refractions n°34:Réfractions 11/05/2015 13:41 Page 33

C'est à cette époque qu'apparaît le concept de « compagnon de route ». Il désigne les nombreux écrivains engagés à la fois dans la lutte antifasciste et le soutien du régime soviétique : Aragon bien sûr, mais aussi Arthur Koestler, André Gide, Romain Rolland, André Malraux. L'antifascisme devient une marque contrôlée par l'Union soviétique qui finance un PCF qui aura joué « un rôle moteur dans l'organisation de l'antifascisme intellectuel[22] ». Ainsi donc, en France,

> « le Parti communiste, fort de ses fusillés et de la victoire russe, devient une force incontournable. Les insultes vont pleuvoir sur ceux des intellectuels qui vont mettre en doute son bien-fondé. Il y aura les "vipères lubriques, les hitléro-fascistes, les hitléro-trotskystes, les titistes, la hyène dactylographe, le chacal muni d'un stylo". Ces deux dernières concerneront Sartre après la publication des *Mains sales.* Tant que dura la prééminence communiste en France, le terme antifasciste renvoie à une soumission au PCF. Mai 68 marquera la fin de cette influence avec l'apparition du terme de "Juif allemand" puis l'intervention russe en Tchécoslovaquie[23] ».

22. Nicole Racine, « Une cause. L'antifascisme des intellectuels dans les années trente », *Politis,* n°17, 1992.

23. Pierre Sommermeyer (communication personnelle).

Refractions n°34:Réfractions 11/05/2015 13:41 Page 34

La guerre arrive en août 1939, Staline signe avec Hitler le Pacte germano-soviétique. Le silence s'abat sur les organisations antifascistes. Deux ans après, le 22 juin 1941, l'Allemagne envahit le pays, prenant Staline par surprise. L'antifascisme reprend du service : un Comité antifasciste juif est créé en Russie en 1942. Presque tous les membres seront exécutés par Staline après la guerre[24].

Les partis politiques n'ont guère diagnostiqué le mal qui rongeait le régime politique. Leur souci a toujours été autre : conquérir des sièges aux parlements. Leurs alliances furent donc instables. Les États, quant à eux, cloisonnent politique étrangère et politique sociale. Préoccupés de défendre leur territoire et les régions du monde dont ils tirent des ressources, ils écartent les décisions économiques dramatiques qui remettraient en cause la division des classes sociales.

Quant aux militants, leur lucidité ne fut pas à la hauteur de la générosité, du courage et de l'héroïsme. Manipulés et trahis par les appareils de parti, rares furent ceux qui voulurent en percer les intentions véritables. Exorcistes désarmés devant l'irrésistible fascination des peuples pour leurs dictateurs, ils ne durent leur salut qu'à la fuite ou au choc en retour des autres nations, menacées dans leur intégrité territoriale et dans leur prépondérance dans les affaires mondiales. La résistance ne survécut qu'au prix de l'un des plus grands carnages de l'histoire humaine.

L'ANTIFASCISME AUJOURD'HUI

Les antifascistes d'antan avaient quelques excuses : le phénomène était inouï, complexe, effroyable, et la terreur est toujours mauvaise conseillère. Dispose-t-on aujourd'hui du droit à l'erreur ? Les insurrections ouvrières du passé suggèrent une analyse sans concession des cris d'alerte contemporains. J'exprimerai donc quelques réserves sur les formes d'expression de l'antifascisme et sur son alternative, le discours républicain ; je signalerai quelques lieux de confrontation ; je conclurai enfin sur ce qui nous semble être une démarche incontournable.

« L'antifascisme » est une expression ambiguë.

1° Elle est dépassée : les événements du siècle dernier apparaissent aux nouvelles générations comme « des histoires de vieux ».

24. Laurent Rucker, « Pourquoi Staline liquida le Comité antifasciste juif », *Le Monde diplomatique*, décembre 1995, p. 7.

Refractions n°34:Réfractions 11/05/2015 13:41 Page 35

2° Elle est banalisée. N'a-t-on pas tendance à taxer de « facho » toute personne qui donne un ordre désagréable ? Ne confond-on pas parfois le fascisme avec des phénomènes qui le constituent mais peuvent exister indépendamment : la dictature, le totalitarisme et aussi le fanatisme. L'inflation du terme dissimule la pluralité des antifascismes, nébuleuses de groupes hétéroclites, alliance éphémère de béliers, d'agneaux et de quelques loups.

3° Elle manque sa cible : le fascisme d'aujourd'hui est différent : variable de pays à pays, applicable à des partis divers et concurrents, sa propagande a changé. La conviction antifasciste relève surtout de l'affectivité. À cette fixation trop négative, il faut opposer le proverbe arabe qui dit : « Choisis bien ton ennemi parce que tu finiras par lui ressembler. »

Faut-il pour autant dialoguer avec les meneurs ? Les fascistes posent parfois les bonnes questions, mais donnent des réponses inacceptables. Accepter le dialogue avec leurs têtes pensantes, c'est s'imaginer qu'une bête de proie vous verra autrement que comme une nourriture éventuelle et qu'on peut entamer avec elle une discussion socratique. Mais alors comment combattre le fascisme sans devenir son double ?

LE DISCOURS DÉMOCRATE ET RÉPUBLICAIN

Le courant républicain, laïque, démocratique n'a qu'un mot à la bouche : celui de citoyen. Citoyen ? Faut-il oublier que ce lien à l'État est un contrat léonin : qui peut aujourd'hui survivre sans pièce d'identité ? Qui exposerait ses enfants à une telle situation ? La carte d'identité accorde à l'État des droits disproportionnés par rapport à ses obligations. Certes, appartenir à une collectivité impose des obligations par rapport aux *personnes*, mais sûrement pas une servitude, volontaire ou pas.

On n'éradique pas le fascisme avec « un discours citoyen ». Certes, des formes libres d'expression apparaissent dans les marges des nations démocratiques. Mais il n'existe aucun territoire indépendant, aucune économie libre. Où sont les espaces où l'on peut planter sa tente, se réunir ou partager ses ressources sans que n'intervienne le gendarme ou le percepteur ? Quel respect le préfet accorde-t-il à une communauté locale qui s'oppose à la construction d'un aéroport ou à l'extraction d'une ressource du sous-sol ? Au nom de quel droit impose-t-on d'un côté le « secret

Refractions n°34:Réfractions 11/05/2015 13:41 Page 36

d'État » et de l'autre la surveillance permanente de la population au bénéfice des multinationales et des grandes entreprises ? L'ordre établi n'est-il pas celui d'une classe de privilégiés ? Qui donc empêche les États de se substituer aux tribunaux internationaux pour désigner des « terroristes » alors qu'eux-mêmes sèment la terreur non seulement dans d'autres pays mais dans des rassemblements pacifiques de « citoyens » ? Au demeurant, la démocratie est une boîte de Pandore d'où peut sortir l'article 16 – l'état d'exception – qui donne tout pouvoir au gouvernement. Restons lucides dans nos rapports avec l'appareil politique.

Si la démocratie n'est pas le pire régime, elle sert de foyer à l'épidémie de despotisme qui traverse le monde actuel : elle accepte avec reconnaissance un nombre croissant d'entreprises qui mettent en place la robotisation du personnel ; elle soutient à l'extérieur des tribus quasi féodales et des dictatures qui favorisent sa politique étrangère ou son économie ; elle fournit des armements aux pays qui les acheminent ensuite vers des foyers de fanatisme religieux, ethnique ou nationaliste.

Les victoires démocratiques sont éphémères : les acquis sociaux, une législation sur le mariage ou la peine de mort, un référendum sur les accords de Maastricht peuvent être balayés par une nouvelle législature. Sommes-nous condamnés à refaire les mêmes erreurs ? Pourquoi dissiper ce temps, ces forces, ces héroïsmes sur une institution toujours prête à vous rouler dans la farine ? N'y a-t-il pas d'autres directions ?

Que de pièges, donc, sur le chemin : les sirènes populistes, les appâts démocratiques, l'éblouissement de la société de consommation. Sur quels sentiers s'engager ? Partons à la recherche de ces terrains.

LES TERRAINS DE COMBAT DU FASCISME

Ne croyez pas ceux qui disent que le fascisme est la réponse politique à une crise économique. Sans doute, le marasme est bien là, mais les combattants ne sont plus les mêmes et les niveaux de lutte ont changé. Un murmure aigu, scandalisé, se prolonge : il désigne aujourd'hui trois boucs émissaires : Bruxelles, les immigrants, la classe politique. On réclame un nouveau berger qui videra tout ce beau monde. Le peuple des assistés retrouvera l'euphorie.

Refractions n°34:Réfractions 11/05/2015 13:41 Page 37

Rien ne semble s'opposer à cette vision fantasmatique. Les travailleurs d'aujourd'hui se contentent de gesticuler ; ils ne forment plus un acteur collectif crédible. Cela pour une triple raison :

1. À partir du XIXe siècle, le mouvement ouvrier avait commencé son autogestion : coopératives, mutuelles, écoles libertaires, universités populaires se développaient. En leur retirant ces micro-pouvoirs pour confier ces expériences de solidarité à la sphère politique, les marxistes et les socialistes ont cassé ce dynamisme. Par ailleurs, au sein des entreprises, la gestion du monde ouvrier par des défenseurs attitrés, devenus des permanents quasi immuables, constitue une nouvelle hiérarchie qui, comme toute institution disposant d'un certain pouvoir, connaît la tentation d'en tirer des bénéfices personnels et donc de choisir la voie de la négociation plutôt que celle de l'affrontement.

2. Le déplacement de la population autochtone dans les classes moyennes entraîne celles-ci à mépriser les plus pauvres et à baiser respectueusement la main qui les asservit.

3. Le mépris entretenu par des rumeurs au sujet de l'immigration vise un secteur incontournable du monde ouvrier. Cette propagande qui divise pour régner empêche la constitution d'un front uni de travailleurs.

Voilà le monde cauchemardesque où pérorent les rejetons du fascisme d'antan. Ils se posent en héritiers légitimes du pouvoir. Soucieux de tactiques de mobilisation de masse, ils développent de nouvelles méthodes et visent l'électorat qui traditionnellement votait à gauche.

Ainsi, tandis que le monde ouvrier n'est plus cet acteur collectif confiant en sa puissance, les extrêmes droites les plus en vue se font les porte-parole de ses inquiétudes, multiplient les déclarations populistes et anticapitalistes et, pour s'attirer de nouveaux auditeurs, n'hésitent pas à inviter au dialogue des intellectuels dits de gauche. Et, en sous-main, plus subtilement, on lance des rumeurs : l'écrivaine saoudienne qui est régulièrement assassinée par ses frères, l'idée que les immigrants sont plus aidés par l'État que les Français de souche, etc.[25] On ne fait plus étalage de la violence, on se contente de réclamer « un État fort ». La dimension raciste et antisémite du nazisme de jadis est passée sous silence, comme ce fut le cas des commentateurs d'une autre époque. On verse des larmes de crocodile sur les canailles qui saccagent les

25. Sur les rumeurs de l'extrême droite, voir les sites <http://www.debunkersdehoax.org/> et <http://rue89.nouvelobs.com/le-demonte-rumeur>.

Refractions n°34:Réfractions 11/05/2015 13:41 Page 38

cimetières juifs ou qui « cassent du pédé » et on s'en sert pour accuser le système de laxisme [26]. Ne faut-il pas préparer les esprits à de nouvelles formes d'autorité « au nom de la nation » ?

L'extrême droite entretient le culte de l'État et invite à recourir au chef mais se tait sur la maltraitance dans les entreprises. Le discours de révolte prépare le terrain à une forme nouvelle de résignation.

Le peuple *croit au pouvoir par procuration* – « je vote », « on a gagné ! ». Il convient de réveiller les forces latentes pour susciter d'autres agencements, plus respectueux des liens interhumains et entre les diverses espèces de l'univers. Et convaincre les forces de la gauche extraparlementaire qu'il n'y a nul besoin d'une échelle sociale. Tant qu'elles détourneront les populations de la prise en main directe sur leur destin économique, leurs autonomies collectives et réciproques, elles feront le jeu de leurs adversaires. Une tâche urgente s'impose : contre la vision hiérarchique, une vision d'interdépendance et de libre partage.

Ainsi l'antifascisme de nos grands-parents doit être dépassé, même s'il fut admirable et héroïque à son époque. Loin des luttes démocratiques aux conquêtes éphémères ou stériles, d'autres tâches aussi ingrates et éphémères mais fécondes sont possibles : construire un quotidien de solidarités, fédérer des combats antiautoritaires – le féminisme, la non-violence, etc. – construire et reconstruire de multiples structures sociales innovantes et innovatrices, mais sans folie des grandeurs.

Qu'apparaisse donc un nouvel imaginaire, éclatant de créativité et positif : celui d'hommes et de femmes qui, reconnaissant au fond d'eux-mêmes qu'ils ne sont pas vraiment libres, se décident enfin ensemble à le devenir.

RONALD CREAGH

26. « Cimetière profané : des "faits infamants" d'une "lâcheté inouïe" pour Marine Le Pen (FN) » *L'Express*, par AFP, publié en ligne le 16 février 2015, <http://www.lexpress.fr/actualites/1/politique/cimetiere-profane-des-faits-infamants-d-une-lachete-inouie-pour-marine-le-pen-fn_1651999.html> (consulté le 19/2/2015).